

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n°13-DRCTAJ/1-n° 844

autorisant la société de Travaux Publics et Carrières GOURRAUD à poursuivre l'exploitation de la carrière de Bellevue qu'elle exploite sur le territoire de la commune de BOUFFERE

Le Préfet de la Vendée  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement (parties législative et réglementaire), relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'article R.511-9 fixant la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relative aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n°91-Dir/1-1290 du 26 décembre 1991 autorisant l'ouverture de la carrière de "Bellevue" sur le territoire de la commune de BOUFFERE par la SA GOURRAUD ;

VU l'arrêté préfectoral n°92-Dir/1-788 du 9 juillet 1992 portant modification de l'arrêté n°91-Dir/1-1290 d'ouverture de la carrière de Bellevue par la SA GOURRAUD sur le territoire de la commune de BOUFFERE ;

VU l'arrêté préfectoral n°07-DRCTAJE/1-72 du 6 février 2007 fixant les prescriptions complémentaires portant sur le transfert à la société de Travaux Publics et Carrières GOURRAUD de l'autorisation d'exploiter la carrière de Bellevue à BOUFFERE, et les montants des garanties financières pour la remise en état ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 août 1972 relative à l'exploitation d'un atelier de traitement mécanique des matériaux à la carrière de Bellevue à BOUFFERE ;

VU l'arrêté préfectoral n°91-Dir/1-14 du 10 janvier 1992 fixant les prescriptions techniques complémentaires pour l'exploitation d'une unité de traitement mécanique des matériaux de la carrière de Bellevue à BOUFFERE ;

VU la demande en date du 5 décembre 2011, complétée le 26 mars 2012, par la société Travaux Publics et Carrières GOURRAUD en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter après prorogation du délai d'exploitation, approfondissement, modifications des conditions d'exploitation et de remise en état et abandon de parcelles une carrière à ciel ouvert d'amphibolite sur le territoire de la commune de BOUFFERE ;

VU les plans, cartes et notices annexés à la demande ;

VU la décision n°E12000358/44 en date du 17 septembre 2012 du président du tribunal administratif de Nantes portant désignation des commissaires enquêteurs ;

VU l'avis de l'autorité environnementale du 26 août 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral n°12-DRCTAJ/1-998 en date du 15 octobre 2012 portant ouverture de l'enquête publique relative à la demande présentée par Monsieur le président de la SAS Société de travaux publics et carrières GOURRAUD en vue d'obtenir la prorogation de l'autorisation d'exploitation d'une carrière pour une durée de 30 ans à BOUFFERE. L'enquête s'est déroulée du 19 novembre au 21 décembre 2012 inclus, sur le territoire de la commune de BOUFFERE commune d'implantation du projet et dans les communes étant atteintes par le rayon d'affichage de 3 km, à savoir VIEILLEVIGNE (44), LES BROUZILS, LA GUYONNIERE, MONTAIGU, SAINT GEORGES DE MONTAIGU et SAINT HILAIRE DE LOULAY ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans les communes concernées par l'enquête publique, de l'avis au public ;

VU les publications en date des 25 et 26 octobre, 19 et 23 novembre 2012 de cet avis dans deux journaux locaux ;

VU le procès verbal et l'avis de la commission d'enquête en date du 2 février 2013 ;

VU l'avis des conseils municipaux de :

- LA GUYONNIERE en séance du 21 novembre 2012,
- BOUFFERE en séance du 3 décembre 2012 ,
- LES BROUZILS en séance du 10 décembre 2012 ,
- MONTAIGU en séance du 13 décembre 2012 ,
- SAINT GEORGES DE MONTAIGU en séance du 13 décembre 2012 ,
- SAINT HILAIRE DE LOULAY en séance du 14 décembre 2012 ;

VU les observations recueillies au cours de l'enquête publique ;

VU l'avis du directeur départemental de l'agence régionale de santé en date du 25 juillet 2012 complété par avis du 5 septembre 2013 au vu des compléments apportés par l'exploitant le 22 juillet 2013 ;

VU l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours en date du 10 août 2012 ;

VU l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer de la Vendée du 6 septembre 2012 et des échanges postérieures à la visite de site du 19 juillet 2013 ;

VU le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 15 octobre 2013 ;

VU l'avis favorable émis par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites – formation carrière - dans sa séance du 13 novembre 2013 ;

VU le projet d'arrêté transmis à la société de Travaux Publics et Carrières GOURRAUD en application de l'article R.512-26 du code de l'environnement en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

VU la réponse du pétitionnaire ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L.512-1 du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par l'article L.511-1 du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que la centrale d'enrobage présente sur le site a été autorisée par l'arrêté préfectoral n°92-Dir/1-68 du 24 janvier 1992 autorisant la S.A. BLANLOEIL à exploiter une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers à BOUFFERE, que la société BLANLOEIL est une société juridiquement indépendante de la société GOURRAUD et que l'exploitant dans son étude de danger a pris en compte la présence de cette installation ;

**Arrête**

---

## TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

---

### Article 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

#### Article 1.1.1 - Titulaire de l'autorisation

La société de Travaux Publics et Carrières GOURRAUD dont le siège social est situé "carrière de Bellevue" à BOUFFERE (85600) est autorisée, sous réserve de respecter les prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de la carrière et de ses installations connexes, au lieu-dit « Bellevue » sur la commune de BOUFFERE.

#### Article 1.1.2 - Prescriptions antérieures

Les dispositions du présent arrêté se substituent aux prescriptions techniques des arrêtés ci-dessous concernant l'exploitation de la carrière et les installations de traitement des matériaux :

- arrêté préfectoral n°91-Dir/1-1290 du 26 décembre 1991 autorisant l'ouverture de la carrière de "Bellevue" sur le territoire de la commune de BOUFFERE par la SA GOURRAUD,
- arrêté préfectoral n°92-Dir/1-788 du 9 juillet 1992 portant modification de l'arrêté d'ouverture de la carrière de Bellevue par la SA GOURRAUD sur le territoire de la commune de BOUFFERE (modification de l'arrêté n°91-Dir/1-1290),
- arrêté préfectoral n°07-DRACTAJE/1-72 du 6 février 2007 fixant les prescriptions complémentaires portant sur le transfert à la société de Travaux Publics et Carrières GOURRAUD de l'autorisation d'exploiter la carrière de Bellevue à BOUFFERE, et les montants des garanties financières pour la remise en état,
- arrêté préfectoral du 29 août 1972 relative à l'exploitation d'un atelier de traitement mécanique des matériaux à la carrière de Bellevue à BOUFFERE,
- arrêté n°91-Dir/1-14 du 10 janvier 1992 fixant les prescriptions techniques complémentaires pour l'exploitation d'une unité de traitement mécanique des matériaux de la carrière de Bellevue à BOUFFERE.

### Article 1.1.3 - Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
2510 - 1	Carrières (exploitation de) 1. Exploitation de carrière à l'exception.	Surface à exploiter : 37,1925 ha Production maximale : 750 000 t/an Quantité maximale à extraire : 5,8 millions de m <sup>3</sup> soit 17,4 millions de tonnes	A
2515-1-a	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. 1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant : a) Supérieure à 550 kW	1 107 kW (installations fixes)	A
2517-b	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La capacité de stockage étant : 2. Supérieure à 15 000 m <sup>3</sup> , mais inférieure ou égale à 75 000 m <sup>3</sup>	50 000 m <sup>3</sup>	D
1435-3	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient 1] distribué étant : 3. Supérieur à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 3 500 m <sup>3</sup> .	150 m <sup>3</sup>	DC

\* A (autorisation), E (Enregistrement), DC ou D (déclaration)

### Article 1.2 - Description de la carrière

#### Article 1.2.1 - Implantation de la carrière et de ses installations connexes

L'autorisation porte exclusivement sur les parcelles des communes de BOUFFERE dont la liste figure dans le tableau ci-après. Le périmètre de l'autorisation est représenté en annexe 1 de cet arrêté.

Sections	Numéro des parcelles	Occupation des sols	Autorisées en m <sup>2</sup>
B	70/71/72/73/74/75/76/77/78/79/80/81/126/ 251/261/262/359/360/361/ 417/505/750p.	Au Nord : plate-forme de stockage, entretien mécanique Au Nord-Est : centrale d'enrobage autorisée par arrêté préfectoral n°92-Dir/1-68 du 24 janvier 1992 et installations de traitement, A l'Ouest : bureaux, bascule, locaux sociaux,...	371 925 dont 202 225 m <sup>2</sup> pour l'excavation
ZD	59/82/119/230	Au Sud :excavation avec ses délaissés périphériques (voir limite d'excavation en annexe 1),	
<b>Superficies totales autorisées</b>			<b>371 925</b>

La superficie totale autorisée couvre environ 37 ha pour une surface nette d'exploitation (excavation) d'environ 20 ha. La surface autorisée comprend également :

- les installations de traitement ;

- les équipements annexes de la carrière (dont poste de ravitaillement en fioul avec sa cuve, aire de lavage, ateliers d'entretien des engins avec ses cuves d'huiles, locaux sociaux...);
- les stockages de matériaux commercialisables;
- les délaissés périphériques définis dans les conditions ci-dessous et accueillant les merlons de protection construits avec les terres végétales destinées à la remise en état du site.

Les terres de découvertes et les stériles sont stockés à l'intérieur du périmètre autorisé.

#### **Article 1.2.2 - Périmètre d'excavation**

L'excavation est limitée selon le plan de l'annexe 1 dont voici quelques points remarquables :

- pour sa limite Sud-Est une ligne passant par :

- la fin du délaissé entre les parcelles ZD81p. et ZD59 arrêté à 10 m de la parcelle ZD217,
- et un point situé sur la parcelle ZD59 à 110 m face à l'angle de la parcelle ZD58 (hors périmètre autorisé),

- pour sa partie Sud à 70 mètres de la voie communale n°11.

Les délaissés réglementaires périphériques de 10 mètres minimum autour des zones d'extraction sont respectés notamment le long de la limite Sud de parcelle ZD81 p., le long de la limite Sud-Est de la parcelle ZD119, au Nord de la ligne électrique aérienne passant au-dessus de la parcelle ZD119, le long de la limite entre les parcelles ZD119 et ZD118 et le long de la voie de chemin de fer.

#### **Article 1.2.3 - Limites de l'autorisation**

La carrière de Bellevue exploite un gisement d'amphibolite (roche massive).

La production annuelle moyenne est de 750 000 tonnes de matériaux commercialisés au cours de la période autorisée pour un gisement disponible de près de 17,4 millions de tonnes soit 5,8 millions de m<sup>3</sup>.

Les quantités de matériaux sortant de la carrière sont comptabilisées.

L'épaisseur maximale d'extraction est de 106 mètres par rapport au PN30 de la ligne de chemin de fer soit - 54 mNGF.

Les apports de matériaux inertes extérieurs destinés au réaménagement de la carrière est de 757 000 m<sup>3</sup> au total. Il s'agit exclusivement de matériaux inertes et non dangereux, non pollués provenant du BTP et des matériaux non valorisables de la carrière (déchets inertes et terres non polluées).

#### **Article 1.2.4 - Durée de l'autorisation**

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 28 ans à compter de la notification du présent arrêté. Cette durée n'inclut pas la remise en état du site qui se fera au maximum dans les 2 ans suivants l'arrêt de l'exploitation et dans la limite des 30 ans à partir de la notification du présent arrêté.

Elle cesse de produire effet si l'installation n'est pas mise en service dans un délai de trois ans ou n'est pas exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'exploitant ne peut poursuivre au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient dans ce cas de déposer une nouvelle demande dans les formes réglementaires et en temps utile.

### **Article 1.3 - Garanties financières**

#### **Article 1.3.1 - Garanties financières**

Les garanties financières s'appliquent aux activités d'extraction de matériaux visées par le présent arrêté de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux de remise en état maximale du site. Elles n'ont pas vocation à indemniser les tiers qui auraient été victimes des activités de la carrière.

Elles font l'objet d'un contrat écrit avec un établissement de crédit ou une entreprise d'assurance.

### **Article 1.3.2 - Montant des garanties financières**

La durée de l'autorisation est divisée en 6 périodes quinquennales correspondant à des phases d'exploitation. Le montant des garanties financières pour chacune de ces périodes est fixé dans le tableau ci-après :

Périodes quinquennales	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Phase 6
Phases concernées	1 à 5 ans	6 à 10 ans	11 à 15 ans	16 à 20 ans	21 à 25 ans	26 à 30 ans
Montant en euros TTC	348 840	306 118	240 718	263 316	269 377	269 377

Ces montants, exprimés en euros TTC pour un taux de TVA à 19,6%, sont définis par rapport à l'indice TP 01 de février 2010 égal à 636,8.

### **Article 1.3.3 - Établissement et notification des garanties financières**

Avant la mise en activité, l'exploitant adresse au préfet dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 en précisant la valeur datée du dernier indice public TP 01 connu et utilisé.

### **Article 1.3.4 - Renouvellement des garanties financières**

L'exploitant adresse au préfet le document qui établit le renouvellement des garanties financières actualisé en fonction de l'indice TP01 et de la TVA au moins 3 mois avant leur échéance.

Cette transmission est accompagnée d'un bilan relatif à l'état d'avancement de la remise en état (travaux réalisés ou prévus concernant la phase en achèvement et prévisions pour la phase à venir).

### **Article 1.3.5 - Actualisation des garanties financières**

L'exploitant actualise le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- dans les 6 mois qui suivent une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP 01.

### **Article 1.3.6 - Révision du montant des garanties financières**

Toute modification apportée à l'installation, au mode et au rythme d'exploitation susceptible de conduire à une variation des coûts de remise en état, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger la constitution de garanties complémentaires avant l'exécution du projet.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières (augmentation du coût de remise en état) est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières et nécessite une révision du montant de référence.

### **Article 1.3.7 - Absence de garanties financières**

Outre les sanctions prévues par le code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de l'autorisation accordée au titre du présent arrêté. Pendant la durée de la suspension, l'exploitant assure à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations auxquels il avait droit jusqu'alors.

### **Article 1.3.8 - Appel des garanties financières**

Le préfet fait appel aux garanties financières dans les cas suivants :

- le non-respect des prescriptions de remise en état après mise en œuvre des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement ;
- la disparition juridique de l'exploitant et l'absence de remise en état.

### **Article 1.3.9 - Levée de l'obligation de garanties financières**

L'obligation de garanties financières peut être levée après la cessation d'exploitation des installations nécessitant leur mise en place et l'exécution des travaux de remise en état définitive qu'elles couvrent.

Le retour à la situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue par le code de l'environnement, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de disposer de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

## **Article 1.4 - Conditions générales de l'autorisation**

### **Article 1.4.1 - Conformité au dossier de demande d'autorisation**

Les aménagements préliminaires à l'exploitation, les conditions de fonctionnement de la carrière et des installations de traitement des matériaux ainsi que la remise en état des terrains sont conduits conformément aux plans, données techniques et engagements contenus dans la demande d'autorisation et ses annexes, présentés au préfet au cours de leur instruction sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux prescriptions de cet arrêté.

### **Article 1.4.2 - Portée à connaissance**

Toute modification apportée aux installations, à leur voisinage et aux conditions de leur exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet.

### **Article 1.4.3 - Changement d'exploitant**

Le changement d'exploitant est soumis à une autorisation préalable du préfet.

### **Article 1.4.4 - Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de **deux mois** qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, dans un délai d'**un an** à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent acte, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **Article 1.4.5 - Cessation d'activité**

Au moins 6 mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt. La notification est accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), le plan de remise en état définitif ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- les interdictions ou les limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts protégés par le code de l'environnement et qu'il permette son usage futur dans les conditions prévues par sa remise en état.

## Article 1.5 - Législations et réglementations applicables

### Article 1.5.1 - Textes généraux applicables à l'établissement

Outre les dispositions du code de l'environnement, les prescriptions des textes suivants s'appliquent à l'établissement pour les parties qui les concernent :

Dates	Références des textes	Critères d'application
23/07/86	Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 du Ministre de l'environnement relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.	
22/09/94	L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.	rubrique 2510
23/01/97	Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.	installation classée
09/02/04	L'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié le 24 décembre 2009 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.	rubrique 2510
28/10/10	Décrets et arrêtés relatifs aux installations de stockages de déchets inertes.	déchets inertes

### Article 1.5.2 - Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code forestier, le code du travail dont le Règlement Général des Industries Extractives (RGIE), le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les Equipements Sous Pression (ESP)...

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire. Elle ne vaut pas permis de construire.

En aucun cas, ni à aucune époque, les dispositions de cet arrêté ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent régulièrement être ordonnées dans ce but.

### Article 1.5.3 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels ou préfectoraux existants qui réglementent les installations soumises à déclaration s'appliquent aux installations déclarées de l'établissement lorsqu'elles ne sont pas contraires aux dispositions de cet arrêté. Toutefois, les installations soumises à déclaration ne sont pas soumises à l'obligation de vérification périodique prévue pour les rubriques DC.

---

## TITRE 2 - GESTION DE L'ETABLISSEMENT

---

### Article 2.1 - Justificatifs tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

L'exploitant est en permanence en mesure de justifier du respect des dispositions du présent arrêté. Les



justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur sa simple demande.

En particulier, les documents suivants sont disponibles durant toute la vie de l'installation sauf pour les pièces circonstanciées pour lesquelles une période de conservation différente peut être justifiée :

- le dossier de demande d'autorisation initial et les demandes successives de modifications adressés au préfet ;
- les plans de l'établissement tenus à jour, y compris les réseaux ;
- les actes et les décisions administratifs dont bénéficient l'établissement, notamment les arrêtés d'autorisation ainsi que les récépissés de déclaration et leurs prescriptions générales ;
- les enregistrements, compte rendus et résultats de contrôles des opérations de maintenance et d'entretien des installations ;
- les enregistrements, rapports de contrôles, résultats de vérifications et registres liés à la surveillance de l'établissement et de son environnement ainsi que les rapports de contrôles réglementaires réalisés par des organismes agréés.

Ces justificatifs peuvent être informatisés si des dispositions sont prises pour les sauvegarder.

## **Article 2.2 - Conception des installations**

Au sens du présent arrêté, le terme « installations » regroupe tant les outils de production et les utilités nécessaires à leur fonctionnement que les équipements de traitement des émissions de tout type de l'établissement.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, de solutions techniques propres et fiables, d'optimisation de l'efficacité énergétique, de manière à :

- économiser les ressources naturelles (matières premières, eau, énergie...), notamment par le recyclage et la valorisation ;
- limiter toutes émissions dans l'environnement (eaux, sols, air, déchets, bruits, lumière, vibrations...), y compris les émissions diffuses, par la mise en place de techniques de traitement appropriées et d'équipements correctement dimensionnés ;
- gérer et réduire les quantités et la toxicité des effluents et des déchets ;
- prévenir la dissémination directe ou indirecte de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés par le code de l'environnement.

Tout rejet ou émission non prévu au présent arrêté ou non conforme à ses dispositions est interdit. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents. Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduits que possible.

## **Article 2.3 - Contrôle des installations**

La surveillance des installations est permanente. Les dispositifs de conduite sont conçus de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive des paramètres de conduite au delà des conditions normales d'exploitation.

Les installations sont exploitées, entretenues et surveillées de manière à réduire les durées de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement est susceptible de conduire au non respect des prescriptions imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter la gêne ou la nuisance émise en réduisant ou arrêtant, si besoin, les installations concernées. Il en informe sans délai l'inspection des installations classées en présentant les mesures correctives engagées pour y remédier.

Les incidents de fonctionnement, les dispositions prises pour y remédier ainsi que les résultats des mesures et contrôles de la qualité des émissions auxquels il a été procédé sont relevés sur un registre dédié.

Les équipements de protection de l'environnement et de maîtrise des émissions mis en place sont maintenus

en permanence en bon état et périodiquement vérifiés. Ces contrôles font l'objet de comptes-rendus tracés.

#### **Article 2.4 - Personne compétente pour le suivi de l'exploitation**

L'exploitation se fait sous la direction technique d'une personne « compétente », nommément désignée par le titulaire de l'autorisation, formée à la conduite des installations, à la maîtrise des risques et des nuisances induits, aux matériaux stockés, aux engins utilisés ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Le directeur de l'exploitation est l'interlocuteur des riverains et des communes d'implantation de la carrière.

#### **Article 2.5 - Surveillance des émissions**

Les prélèvements, analyses et mesures sont réalisés par des personnes compétentes selon les normes, ou à défaut selon les règles de l'art, en vigueur au moment de leur exécution. Des méthodes de terrain peuvent être utilisées pour la gestion de l'établissement au quotidien si elles sont régulièrement corrélées à des mesures de laboratoire réalisées conformément aux normes en vigueur.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de contrôles, prélèvements et analyses spécifiques aux installations et à leurs émissions ou dans l'environnement afin de vérifier le respect des dispositions du présent arrêté.

Les frais engagés pour les contrôles prévus dans le cadre de cet arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 2.6 - Enquête annuelle**

Pour le 1<sup>er</sup> mars de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un bilan d'activité de la carrière de l'année précédente en complétant le questionnaire édité par l'inspection des installations classées. Un défaut de réponse est interprété comme une absence d'exploitation.

#### **Article 2.7 - Plans**

Un ou plusieurs plans d'échelle adaptée à la superficie de l'installation, mis à jour au moins une fois par an, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Ils indiquent explicitement :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m ;
- l'emplacement des bornes (y compris celle de nivellement) ;
- les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation définis en niveau NGF, faisant apparaître les cotes de fond de fouille ;
- la position des ouvrages voisins dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ;
- les zones en cours d'exploitation ;
- les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement ;
- les futures zones à exploiter ;
- la localisation des pistes, des accès et des installations (traitement et stockage des matériaux, bassin de décantation...);
- les réseaux d'évacuation et les équipements de traitement des rejets.

#### **Article 2.8 - Déclaration des accidents et incidents**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par le code de l'environnement.

Le rapport d'accident ou, sur demande le rapport d'incident, précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées

pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.  
Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

---

## **TITRE 3 - AMENAGEMENTS, EXPLOITATION ET CONDUITE**

---

### **Article 3.1 - Aménagements préliminaires à la mise en exploitation et aux extensions**

#### **Article 3.1.1 - Information du public**

L'exploitant met en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où l'arrêté préfectoral d'autorisation et le plan de remise en état du site peuvent être consultés.

#### **Article 3.1.2 - Bornage**

L'exploitant fait procéder au bornage (au sens de l'article 646 du code civil) du périmètre de son autorisation. Un second bornage délimite la zone d'extraction.

Au moins, une borne de nivellement clairement identifiable constituant le repère altimétrique de référence permet à tout moment d'apprécier le niveau du fond de fouille. Sa côte est évaluée.

Ces bornes sont conservées, maintenues repérables et dégagées de la végétation pendant toute la durée d'exploitation de la carrière jusqu'à la remise en état du site.

### **Article 3.2 - Accès et circulation**

#### **Article 3.2.1 - Contrôles des accès**

L'accès à l'exploitation est interdit au public. Pour cela, le périmètre en exploitation est solidement clôturé et les accès sont fermés par des portails. Les personnes étrangères n'ont pas un libre accès aux installations et doivent être autorisées avant de pénétrer sur le site.

Durant les heures d'activité, les accès sont contrôlés et l'exploitant a la connaissance permanente des personnes présentes sur le site. En dehors des périodes d'exploitation, ces accès sont matériellement interdits.

Ces interdictions et les risques liés à la carrière sont signifiés par des panneaux implantés en nombre et aux endroits appropriés.

#### **Article 3.2.2 - Accueil des tiers et des particuliers**

Une aire de service séparée du reste des installations doit être réservée à l'usage exclusif des particuliers s'ils sont admis sur le site. Les aires d'enlèvement des matériaux et la circulation sont organisées de manière à séparer au maximum les trafics des engins d'exploitation, des transporteurs et des particuliers.

L'emprise de la carrière ne comporte aucun local occupé ou habité par des tiers.

#### **Article 3.2.3 - Circulation sur la carrière**

Les voies et les aires de stationnement sont aménagées pour faciliter l'accès aux installations (fronts d'exploitation, zones de stockage ...) et la circulation des véhicules (largeur, pente, zones de croisement...).

L'exploitant fixe les règles d'accès et de circulation des véhicules comme des piétons. Elles visent prioritairement à protéger les piétons, à éviter d'endommager les installations et à ne pas encombrer les voies et les accès de secours, même en dehors des heures d'exploitation. La vitesse est limitée à 30 km/h. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

L'organisation du trafic fait l'objet d'un plan de circulation et d'une signalétique visibles et explicites. Les

voies de circulation et les aires de stationnement sont délimitées, entretenues en permanence pour les véhicules qu'elles accueillent et restent accessibles aux engins de secours en manœuvre. Les véhicules ou engins dont la présence est liée à l'exploitation stationnent sans occasionner de gêne en laissant les accès nécessaires aux pompiers et les issues dégagées.

Les véhicules sortant de la carrière ne sont pas à l'origine de dépôts (boues, poussières, eaux, granulats, gravillons) sur les voies publiques. Leur chargement est stabilisé pour éviter les pertes de matériaux. Les dispositions sont prises pour que les véhicules sortant aient les roues propres avant le raccordement de la carrière à la voie de desserte et la liaison avec la chaussée publique. Si nécessaire, les roues sont décrottées et lavées.

Si les matériaux chargés sont à l'origine d'émissions de poussières, l'aspersion des chargements ou leur bâchage sont réalisés avant leur sortie de la carrière.

#### **Article 3.2.4 - Raccordement au réseau routier**

L'accès à la carrière se fait exclusivement à partir de rue de la Cantinière reliant la carrière à la RD 202.

Le raccordement de la desserte à la voie publique ainsi que sa signalétique font l'objet d'une acceptation avec le gestionnaire du réseau routier visant à réduire les risques pour la sécurité publique.

L'exploitant aménage des aires de stationnement suffisantes, pour éviter l'apparition de files d'attente à l'entrée du site et le stationnement de camions au droit de la chaussée pendant les heures d'ouverture.

L'écoulement des eaux pluviales fait l'objet d'aménagement qui évite le ruissellement sur la desserte.

La contribution de l'exploitant à l'entretien des voies publiques de circulation relève du Code de la Voirie Routière et des engagements écrits pris au cours de la procédure d'autorisation et du gestionnaire des voies que l'exploitant est tenu de respecter.

### **Article 3.3 - Conduite de l'exploitation**

#### **Article 3.3.1 - Décapage des terrains**

Le décapage des terrains est limité au besoin des extractions. Il est coordonné à l'avancement de l'exploitation afin de limiter les surfaces décapées inutiles. L'arrosage de la piste côté La Tonnette/La Canquetière est systématiquement réalisé.

Il est exécuté de manière sélective en deux passes, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. Le décapage de la découverte ne doit pas s'opérer sur sol détrempe. Le transport des terres par poussage est limité autant que possible.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et utilisés pour la remise en état des lieux ou la réalisation d'aménagements paysagers.

La surface recevant les terres de découverte est préparée de façon appropriée à la nature du réaménagement à réaliser. Une pente générale de drainage supérieure à 0,5 % lui est donnée. Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sans compactage en merlons peu épais de hauteur limitée. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation d'engin sur ces terres ainsi stockées. Les merlons sont engazonnés dans l'année qui suit leur mise en dépôt.

#### **Article 3.3.2 - Organisation de l'exploitation**

L'extraction est réalisée en 5 phases de cinq années chacune et en 1 phase triennale, conformément au plan de phasage d'exploitation et de réaménagement du site donné en annexe 2 de cet arrêté. Les extractions sont réalisées en fouille à ciel ouvert, maintenue sèche par pompage, avec l'utilisation de moyens mécaniques et d'explosifs.

L'exploitation de la carrière s'effectue pendant les plages horaires de 5h00 à 21h00 pour la production et de 7h30 à 18h pour les livraisons et du lundi au vendredi à l'exclusion des jours fériés dans les conditions suivantes :

- Pas de production primaire entre 20 h et 7 h .
- Pas de foration entre 20 h et 7 h .

- Pas de brise roche entre 20 h et 7 h.
- le recyclage des excédents ne fonctionne pas avant 7 h.
- Les tirs de mines s'effectuent en période diurne.

L'installation tertiaire fonctionne de 6h à 20 h avant les travaux prévus sur cette installation à l'article 5.5 du présent arrêté. Au vu des résultats de la campagne de bruit suivant ses travaux, l'exploitant est autorisé à revenir à la place horaires 5h - 21h.

### **Article 3.3.3 - Fronts d'exploitation**

L'exploitation est conduite par gradins de 15 mètres maximum pour les fronts supérieurs (1 à 4). Les fronts inférieurs (5 à 8) ont une hauteur maximum de 10 mètres.

La largeur des banquettes utilisées pour la circulation des engins, n'est pas inférieure à 5 m. Celles qui ne sont plus utilisées pour la circulation des engins sont aménagées pour limiter le risque de progression vers le fond d'excavation de chutes de pierres provenant des gradins supérieurs. Elles sont équipées de merlons de sécurité.

Les rampes sont constituées de manière à faire transiter sans risque les engins chargés d'emmener les matériaux à l'installation de traitement. Ces rampes sont larges, de pentes régulières et maintenues en bon état.

L'exploitant respecte les dispositions suivantes :

- en position ultime, une banquette d'au moins 5 m de large entre les niveaux résiduels est conservée ;
- la pente des fronts de taille adaptée à la stabilité des terrains sans être supérieure à 80° par rapport à l'horizontale ;
- la pente des talus, remblaiements, tranches de découverte au-dessus des fronts supérieurs du gisement exploité est adaptée à la nature des terrains afin de garantir leur stabilité ;
- l'exploitant réalise régulièrement des observations (contrôles) du gisement et des arrivées d'eaux. Une campagne d'observations est systématiquement effectuée après chaque période de forte pluviométrie, de gel prolongé. De plus, un contrôle des structures géologiques est pratiqué au fil des enfoncements de l'excavation.

### **Article 3.3.4 - Pistes**

Les pistes ont une pente inférieure à 15 %. Elles sont éloignées le plus possible du pied des parois et des talus qui les dominent.

Elles sont le plus large possible. Une distance minimale de 5 m est conservée entre le bord d'une piste et le bord supérieur d'un talus ou d'une paroi qui la domine. Cette distance minimale est portée à 10 m lorsque le talus ou la paroi borde un plan d'eau ou un cours d'eau. L'approche du sommet est protégé par des obstacles matériels, une signalisation appropriée ou une instruction de l'exploitant.

Côté bord supérieur du talus ou de la paroi dominée, les voies de circulation sont protégées par des dispositifs difficilement franchissables par un véhicule en circulation à vitesse normale et dont la hauteur minimale est égale au rayon des plus grandes roues des véhicules circulant sur les pistes.

Elles sont entretenues en permanence pour maintenir un revêtement correctement nivelé.

Les voies enrobées sont prolongées pour canaliser la circulation (2 500 m<sup>2</sup> de voirie lourde) et pour faciliter l'arrosage des pistes. L'arrosage automatique des pistes est renforcé afin de lutter contre la propagation des poussières.

### **Article 3.3.5 - Banquettes**

Une banquette est aménagée au pied de chaque gradin. Sa largeur minimale de 5 m est ajustée en fonction de l'évaluation des risques prévue dans le Document de Sécurité et de Santé (DSS), établi conformément aux dispositions du RGIE, qui prend en compte la stabilité des fronts.

## **Article 3.4 - Remise en état**

### **Article 3.4.1 - Nettoyage des terrains et réaménagement**

L'exploitant procède un réaménagement coordonné tout au long de l'exploitation avant la remise en état finale en procédant notamment au remblaiement partiel et continu de la fosse.

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par ses activités en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant et en respectant le plan de phasage et les conditions de réaménagement final donné en annexe 3 de cet arrêté et présenté dans le dossier de demande d'autorisation.

La carrière est remise en état pour accueillir une réserve d'eau.

Les extractions de matériaux doivent cesser dans un délai compatible avec l'exécution de la remise en état du site. Cette dernière doit être achevée au plus tard 2 ans après l'arrêt de l'extraction soit 30 ans après la notification du présent arrêté sauf en cas de renouvellement. Elle comporte les dispositions nécessaires à l'insertion de l'espace affecté par l'exploitation en fonction de la vocation ultérieure du site :

- la mise en sécurité des fronts de taille hors d'eau et leur talutage selon une pente adaptée à leur stabilité (purge, reprofilage, sécurisation des accès par maintien d'un merlon en partie haute...) ;
- le nettoyage des terrains et la suppression de tous les matériels, vestiges d'installations et structures (y compris les bureaux et les locaux) sans utilité après la remise en état ;
- le maintien de la clôture installée durant l'exploitation,
- conservation et densification de la ripisylve,
- le bocage Sud-Est est redessiné,
- le projet paysager permet d'harmoniser le site avec le cadre bocager environnement,
- le plan d'eau n'est pas en relation hydraulique avec les fossés bordant la RD 202 ni avec les parcelles agricoles voisines,
- les mares créées pendant la période d'exploitation sont conservées,
- la remise en état réalisée permet de valoriser la topographie en maintenant un belvédère,
- des éboulis hors d'eau sont localement créés.

### **Article 3.4.2 - Remblaiement partiel de la carrière**

Le remblaiement de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Le remblaiement par des matériaux extérieurs est autorisé aux seules fins de remise en état du site dans les conditions fixées précédemment.

Les matériaux apportés doivent être inertes, non contaminés ni pollués et compatibles avec les objectifs de réaménagement. En particulier, sont interdits les déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, produits putrescibles, métaux, plâtre... Ils répondent notamment à la définition d'un déchet inerte au sens de l'article 2 de la directive européenne 1999/31/CE du 26 avril 1999 relative à la mise en décharge. Les déchets dangereux, en particulier les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante relevant du code 17 06 05\* de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, ne sont pas admis.

Le remblaiement de la carrière par des matériaux inertes est mené conformément au guide de bonnes pratiques relatif aux installations de stockage de déchets inertes issus du BTP (dernière édition).

Les apports extérieurs sur le site sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leurs provenances, destination, quantités, caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur. Ces informations, accompagnées d'un plan topographique permettant de localiser les zones et les niveaux remblayés avec des déchets inertes, sont consignés dans un registre.

Les matériaux extérieurs réceptionnés sur le site doivent avoir subi un tri préalable rigoureux en amont afin de garantir leurs caractéristiques et leur qualité.

A l'issue de l'exploitation, une copie de ce registre ou ce document synthétique est remis à l'inspection des installations classées.

Les apports extérieurs ne sont en aucun cas déversés directement dans la fouille. L'exploitant met en place une procédure de contrôle de chaque chargement qui comprend a minima les opérations suivantes :

- la vérification de la conformité du chargement avec le bordereau de suivi ;
- le déversement du chargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet ;
- le contrôle visuel de la nature des matériaux apportés ;
- la décision d'acceptation de mise en remblai ou de refus en cas de présence de matériaux indésirables ;
- le départ du véhicule de transport des apports qu'après l'autorisation de mise en remblai des matériaux déchargés.

L'exploitant dispose d'une benne affectée à la récupération des éléments indésirables découverts après le départ du véhicules de livraison. Ces matières sont entreposées pendant une durée maximale de 48 heures. Ils sont évacués vers des centres dûment autorisés.

“ Un déchet inerte ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Il ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas d'autres matières avec lesquelles il entre en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine. La production totale de lixiviats et la teneur des déchets en polluants ainsi que l'écotoxicité des lixiviats doivent être négligeables et, en particulier, ne doivent pas porter atteinte à la qualité des eaux de surface et/ou des eaux souterraines ”.

---

## **TITRE 4 - MILIEUX NATURELS ET PATRIMOINE**

---

### **Article 4.1 - Intégration paysagère**

Le site et ses abords, y compris les bâtiments et les installations, sont maintenus en bon état de propreté.

Les surfaces en chantier (zones décapées, zones en exploitation) sont limitées au minimum afin de réduire l'impact paysager tout en assurant la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

L'exploitant adopte des mesures efficaces pour limiter l'impact visuel de la carrière, en particulier avec :

- la constitution de merlons végétalisés d'une hauteur de 5 à 8 mètres avec les terres de décapage destinées à la remise en état du site ou par apport de terre (non polluées) sur le site : en limite Est (sur la parcelle ZD59) et en limite Sud (sur la parcelle ZD119, sur les parcelles B81 et ZD82). En aucun cas, les tas de matériaux ou de terre de découvertes 'excèdent après réalisation des merlons) ne dépasse les 8 mètres de hauteur.
- le ripisylve est densifiée (zone Nord-Est du site), restaurée ou reconstituée d'une végétation rivulaire le long de la rivière de la Maine par la plantation d'essences adaptées (saule, aulne, frêne,...) dans les conditions proposées par l'expertise biologique présente dans le dossier de demande d'autorisation. De plus un écran visuel est créé face à Montaigu avec une végétation "haute" à "pousse rapide" et à feuillage persistant ;
- le merlon face à la Z.A. de Bellevue (Nord-Ouest du site) et le long de la piste parallèle à la voie ferrée est végétalisé (le long des parcelles B72 et B262);
- la hauteur de stock des matériaux pulvérulents (sable notamment) est maintenue à la hauteur du quai de chargement des wagons SNCF ;

Les écrans paysagers sont entretenus afin que leur efficacité soit maintenue, les arbres morts sont remplacés.

### **Article 4.2 - Patrimoine archéologique**

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant informe sans délai le préfet, le maire de la commune concernée et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC). Les vestiges sont protégés

et conservés sur place jusqu'à leur prise en charge par les agents de la DRAC.

### **Article 4.3 - Patrimoine biologique**

L'exploitant privilégie les mesures d'évitement pour maîtriser les incidences de la carrière sur les habitats susceptibles d'accueillir des intérêts à préserver et plus particulièrement des espèces protégées. Les travaux de réhabilitation de la mare et de création de deux mares complémentaires sont effectués hors des périodes de reproduction des amphibiens (hors période février/juin). Ces mares sont entretenues. La population d'amphibien est suivie par une personne compétente sur les trois mares. Les vieux arbres sénescents dans le secteur Sud de la carrière sont maintenus afin de favoriser la population d'insectes saproxylophages.

Les mesures de réduction et de maîtrise des impacts liées à l'exploitation de la carrière sur les intérêts écologiques et les habitats identifiés suivent les recommandations de l'expertise biologique présente dans le dossier de demande d'autorisation.

### **Article 4.4 - Suivi écologique**

Conformément à sa demande d'autorisation, l'exploitant fait réaliser par une personne compétente un suivi écologique des milieux impactés par son exploitation et des mesures compensatoires mises en place. Ce suivi est réalisé au moins annuellement pendant les 5 premières années, puis tous les 3 ans. Les bilans sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

---

## **TITRE 5 - PREVENTION DES POLLUTIONS ET DES NUISANCES**

---

### **Article 5.1 - Pollution atmosphérique**

#### **Article 5.1.1 - Limitations des émissions de poussières**

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour prévenir l'émission et la propagation des poussières dans l'environnement, notamment sur les voies publiques et dans les zones d'habitations environnantes.

A cet effet, les pistes, les aires de circulation, les zones de stockage des granulats et les zones de chargement et de déchargement sont aménagées et entretenues en permanence. Au besoin, elles sont arrosées. Si nécessaire, les installations de traitement des matériaux (broyeurs, concasseurs, cribles, transferts, convoyeurs à bande...) et les jetées et descentes de cribles disposent de moyens de prévention des émissions de poussières (rabattement, capotage, dispositifs d'abattage...).

La conception et la fréquence d'entretien des installations évitent les accumulations de poussières sur leurs structures et dans les alentours. Tout capotage ou élément de bardage défectueux sera immédiatement remplacé.

Les surfaces où cela est possible sont engazonnées et des écrans de végétation sont mis en place.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exception des essais incendie et des sacs vides d'explosifs en vrac.

En outre, les mesures particulières suivantes sont retenues :

- les installations de chargement et de déchargement sont protégées des vents dominants, les stockages de granulats sont stabilisés et les tombées des matériaux sont aussi réduites que possibles ;
- le matériel de foration, nécessaire à la préparation des tirs de mines, est équipé d'un dispositif de récupération des poussières ;
- les unités mobiles de traitement des matériaux restent confinées à l'intérieur de la fosse en exploitation et évoluent avec la progression des fronts de taille ;
- les camions d'expédition de produits fins au départ de la carrière sont bâchés. A défaut d'avoir une bâche sur le véhicule, les matériaux fins sont arrosés.



### **Article 5.1.2 - Rejets canalisés de poussières**

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les effluents. Ils sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse.

La concentration des émissions de poussières canalisées est inférieure à 30 mg/Nm<sup>3</sup> en moyenne et à 50 mg/Nm<sup>3</sup> en maximum instantané (sur gaz sec) Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi-heure.

Les dépassements de rejets de poussières au double des valeurs précitées n'excèdent pas une durée continue de 48 h et un total de 200 h cumulées sur une année. Au delà de 500 mg/Nm<sup>3</sup>, l'installation concernée est arrêtée.

Les rejets canalisés font l'objet d'un contrôle au moins annuel, selon des méthodes normalisées et par un organisme agréé, de la vitesse d'éjection des gaz, des concentrations, débits et flux des polluants émis.

### **Article 5.1.3 - Surveillance des émissions atmosphériques**

Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement, conforme aux dispositions de la norme AFNOR NFX 43-007, est mis en place. Les valeurs de retombées de poussières restent inférieures à 30 g/m<sup>2</sup>/mois. Le réseau de mesure est composé d'au moins 5 points de mesure selon le plan en annexe 4.

Ce suivi comprend des mesures annuelles de retombées de poussières, effectuées en 5 stations représentatives des incidences de la carrière et des nuisances éventuelles perçues par les riverains, placées sous les vents dominants face aux habitations riveraines les plus proches.

L'exploitant s'engage à réaliser deux campagnes par an pendant les 5 années suivant la notification du présent arrêté.

Conformément aux engagements pris par l'exploitant auprès de l'agence régionale de santé, une campagne annuelle de retombées de poussières est prévue lorsque les dispositifs de diminution des envols de poussières sont mis en place :

- pour déterminer la fraction de poussière alvéolaire et de la fraction inhalable ;
- pour en déterminer également la proportion en quartz ;
- au regard des habitations les plus proches ;
- et sous les vents dominants.

Les points de mesures sont en corrélation avec l'étude réalisée en juillet 2013 et tiennent compte des remarques formulées par ce service. Les résultats et leur analyse critique sont transmis à l'inspection des installations classées.

## **Article 5.2 - Ressources en eau et milieux aquatiques**

### **Article 5.2.1 - Prélèvements et consommation d'eau**

Aucun forage ni prélèvement dans les eaux de surfaces n'est effectué à l'exception des pompages dans les bassins de récupération et de traitement des eaux de la carrière.

L'eau nécessaire au site provient du réseau d'adduction d'eau potable pour les besoins du personnel. Le réseau d'alimentation en eau potable est protégé contre les risques de contamination par des dispositifs de disconnection efficaces et adaptés.

Les consommations liées à la limitation des émissions de poussières et aux lavages des matériaux proviennent des circuits des eaux de la carrière.

L'exploitant veille à ce que les eaux de lavage soient recyclées ou traitées avant rejet conformément au présent arrêté.

La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

### Article 5.2.2 - Lavage des granulats produits sur le site

Le lavage des granulats exclusivement produits sur le site est réalisé dans une installation de lavage. Le système est composé de deux cuves (parcelle B73 au Nord du site en parallèle à la Maine) positionnés en série et fonctionnant en circuit fermé. Les compléments en eau sont réalisés à partir du bassin de stockage des eaux situé au Nord du site (parcelles B70, B71 et B72).

Les fabrications de la carrière nécessitent l'utilisation de flocculant. L'exploitant s'assure de l'innocuité du produit. Les boues sont stockés en fond de carrière.

### Article 5.2.3 - Traitements et rejets des eaux de la carrière

Tout rejet dans la nappe souterraine, des puits ou des puisards est interdit.

Les ouvrages de traitement des eaux et de prévention des pollutions (bassins de décantation, aires techniques étanches fixes et mobiles de maîtrise des opérations sensibles, dispositifs de pompage, réseaux de collecte, exutoires, rétentions, séparateurs d'hydrocarbures...) sont correctement dimensionnés pour assurer la récupération, le traitement et l'évacuation de la totalité des apports collectés (exhaures, ruissellements, déversements...) dans de bonnes conditions et dans le respect des valeurs limites ci-après.

Ces ouvrages sont entretenus conformément aux recommandations de leur constructeur et régulièrement nettoyés, au moins une fois par an pour le séparateur d'hydrocarbures avec un contrôle du fonctionnement de son dispositif d'obturation. Leurs résidus sont éliminés en tant que déchets.

L'installation de traitement des eaux fonctionne en circuit fermé. Les eaux sont intégralement recyclées.

Les eaux d'exhaure sont pompées en fond de carrière et renvoyées dans un bassin intermédiaire située dans l'excavation puis vers le bassin à créer de 10 000 m<sup>3</sup> situé au Nord du site (parcelles B70, B71 et B72). Le bassin Nord est correctement dimensionné afin de ne pas détourner la Maine. La digue devra être suffisamment dimensionnée pour contenir la poussée des eaux.

Cette eau est utilisée pour les besoins de la carrière notamment pour la réserve en eaux d'extinction incendie (120 m<sup>3</sup>), pour l'arrosage des pistes, pour l'appoint en eau au système de lavage des granulats.

La carrière est autorisée à rejeter ses eaux claires dans les conditions suivantes :

Caractéristiques du rejet	Débits
Débit maximum instantané en m <sup>3</sup> /h	< 100 m <sup>3</sup> /h
Débit maximum sur 24 h en m <sup>3</sup> /j	< 2 000 m <sup>3</sup> /j
température	< 30°C
pH	5,5 < pH < 8,5
Modification de couleur du milieu récepteur	100 mg/Pt/l
Paramètres	Concentration maximale en mg/l
Matières en suspension totales (MEST)	< 35 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	< 125 mg/l
Demande biologique en oxygène (DBO)	< 30 mg/l
Hydrocarbures (HCT)	< 10 mg/l

Les rejets sont mesurés sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange. Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. Pour les MEST, la DCO et les HCT aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

L'exploitant s'assure de la compatibilité des rejets avec les capacités hydrauliques du milieu récepteur comme les objectifs de qualité du milieu récepteur et ceux fixés par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE). Au besoin, le débit du rejet est régulé et limité et le stockage des effluents adapté.

Le volume des rejets aqueux est mesuré.

Les effluents domestiques sont traités par un dispositif d'épuration conforme à la réglementation en vigueur.

#### **Article 5.2.4 - Gestion des eaux pluviales et des eaux d'exhaure**

Des aménagements sont réalisés pour que les eaux pluviales des terrains situés en dehors du chantier d'exploitation et de stockage des matériaux ne s'écoulent pas à l'intérieur de ces zones. Au besoin, un réseau de dérivation des eaux de ruissellement est mis en place à leur périphérie.

Les eaux pluviales internes à la carrière et les eaux d'exhaure s'infiltrent ou sont dirigées vers un bassin de stockage en fond de fouille avant d'être dirigées pour traitement vers un réseau de bassins de décantation. Leur écoulement dans la carrière fait l'objet d'aménagements visant à limiter le ruissellement sur les voies de circulation.

Ces ouvrages sont correctement dimensionnés afin de respecter les conditions de rejets explicitées dans le présent arrêté.

#### **Article 5.2.5 - Points de rejets**

Les eaux, provenant du bassin Nord, sont évacuées vers La Maine par un trop plein correctement dimensionné et entretenu.

L'émissaire, unique, est maintenu en bon état et nettoyé autant de fois que nécessaire. Il est aménagé de manière à permettre le prélèvement d'échantillons et la mesure représentative des caractéristiques du rejet (température, concentration ...). Il reste accessible pour permettre les interventions en toute sécurité.

L'ouvrage est aménagé de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur. Il permet une bonne diffusion des effluents.

#### **Article 5.2.6 - Surveillance des rejets d'eau**

La surveillance des rejets porte a minima sur la mesure des paramètres visés supra selon une fréquence annuelle. En cas de dépassement d'un des paramètres, la fréquence des contrôles devient mensuelle jusqu'au retour à la normale.

#### **Article 5.2.7 - Surveillance du niveau de la nappe**

En cas de diminution du niveau de la nappe lié à la carrière, l'exploitant s'engage à répondre à la demande en eau des puits impactés.

### **Article 5.3 - Déchets**

Les déchets et produits polluants résultant de l'exploitation sont valorisés ou éliminés dans des installations dûment autorisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux jusqu'à la fin de l'exploitation.

#### **Article 5.3.1 - Séparation des déchets**

L'exploitant procède au tri des déchets par catégorie de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination, en particulier :

- les **déchets d'emballages** ;
- les **huiles usagées**. Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ;
- les **piles et accumulateurs** ;
- les **pneumatiques usagés**. Ils doivent être remis à des opérateurs agréés ou à des professionnels qui les utilisent pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage ;
- les **déchets d'équipements électriques et électroniques** ;
- les **autres déchets dangereux** nécessitant des traitements particuliers ;
- les **boues de traitement des eaux (séparateurs d'hydrocarbures, boues non inertes...)** ;

- les déchets inertes de l'exploitation de la carrière (boues de décantation issues du lavage des matériaux...).

#### **Article 5.3.2 - Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets**

L'exploitant s'assure que les conditions d'entreposage des déchets et résidus sur le site, avant leur traitement ou leur élimination, ne présentent pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) ou de nuisances pour les populations avoisinantes.

Au besoin, les aires de transit de déchets sont placées dans des rétentions adaptées.

La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

#### **Article 5.3.3 - Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement**

L'exploitant s'assure que les différentes catégories de déchets sont valorisées et/ou éliminées conformément aux dispositions du code de l'environnement dans des installations régulièrement autorisées à cet effet.

#### **Article 5.3.4 - Transports**

Chaque lot de déchets dangereux expédié est accompagné de son bordereau de suivi.

Les opérations de transport de déchets sont réalisées par des entreprises spécialisées et si nécessaire agréées au titre du code de l'environnement dont l'exploitant tient la liste à jour.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application de la réglementation européenne concernant les transferts transfrontaliers de déchets.

#### **Article 5.3.5 - Suivi de l'élimination des déchets**

L'exploitant assure la traçabilité des opérations de transport, de valorisation et d'élimination de l'ensemble des déchets, et en particulier le registre chronologique de suivi des déchets dangereux.

L'exploitant utilise, pour ses déclarations prévues par le code de l'environnement, la codification réglementaire en vigueur pour les déchets.

#### **Article 5.3.6 - Stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant de l'exploitation**

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;

- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

## Article 5.4 - Nuisances sonores et vibrations

### Article 5.4.1 - Limitations des émissions sonores

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur. Les engins répondent aux règles d'insonorisation fixées par le code de l'environnement.

Le système avertisseur sonore le moins bruyant possible est utilisé pour les engins de la carrière.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf pour :

- ceux prévus par le règlement Général des Industries Extractives (RGIE) ;
- l'avertissement des tirs de mines ;
- le signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### Article 5.4.2 - Niveaux acoustiques

#### Article 5.4.2.1 - Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### Article 5.4.2.2 - Niveaux limites de bruit

Les niveaux sonores n'excèdent pas, du fait des activités, les valeurs ci-dessous.

Périodes et Niveaux sonores limites admissibles	Période de jour de 7h00 à 22h00 (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit de 22h00 à 7h00 (ainsi que dimanches et jours fériés)
Tous points en limite de propriété	60 dB(A)	50 dB(A)

Les niveaux sonores à considérer sont ceux émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur du site y compris les véhicules et engins.

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes

définies dans le tableau précédent.

#### **Article 5.4.3 - Contrôles des niveaux sonores**

L'exploitant fait procéder tous les ans à un contrôle des niveaux sonores en limites de propriété et des émergences chez les riverains les plus proches en fonction des positions respectives du chantier d'extraction et des zones à émergence réglementée dans un rayon minimal de 200 m.

L'exploitant s'engage à réaliser une mesure 2 fois par an pendant les 5 années suivant la notification du présent arrêté.

Ces mesures sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement de la carrière et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par le chantier (en 4 points minimum conformément à l'annexe 5). Les mesures d'émergences sont systématiquement réalisées chez les tiers les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel. En cas d'impossibilité justifiée de réaliser ces mesures, l'évaluation du niveau d'émergence se fait par une simulation calculée à partir des niveaux sonores mesurés en limite de propriété face à la zone à émergence réglementée concernée.

Les résultats de ces mesures sont comparés aux valeurs de l'approche théorique présentées dans le dossier de demande d'autorisation. En cas de dépassement des limites admises, l'exploitant les commente et justifie les mesures correctives retenues pour respecter les valeurs limites ci-dessus.

La campagne suivant la fin de travaux prévus pour juillet 2016 est réalisée par un bureau d'étude indépendant. Cette étude est en corrélation avec les études précédemment réalisées dans le cadre du dossier de demande d'autorisation.

#### **Article 5.4.4 - Vibrations autres que celles des tirs de mines**

Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. La gêne éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 86.23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

#### **Article 5.5 - Aménagements particuliers pour la réduction des nuisances**

En plus des éléments paysagers (écran de végétation, merlons, ), de l'enrobage des pistes et du renforcement de l'arrosage prescrits dans les articles ci-dessus, l'exploitant procède aux travaux suivants :

- finalisation de l'isolation du crible primaire ;
- le concasseur primaire est déplacé en fond de carrière à la fin de la deuxième phase quinquennale après étude de faisabilité technique et étude acoustique ;
- création d'une enveloppe "double peau" avec une nouvelle construction enveloppant le bâtiment tertiaire, Dans l'attente du nouveau bâtiment, l'installation d'un système d'aspersion haute pression tout autour de l'installation tertiaire est réalisé afin de créer un "mur d'eau" composé de fines gouttelettes empêchant l'envol des poussières ;
- renforcement de l'arrosage sur certains points de l'installation (notamment l'alimentation 0/250) ;
- aménagements complémentaires apportés sur les bardages des installations secondaires (changement du crible et bardage jusqu'au sol et raccordement du bardage du gravillonneur avec le tunnel).

L'ensemble des travaux paysager, d'enrobage, de renforcement de l'arrosage et les travaux cités ci-dessus sont réalisés pour juillet 2016 (au maximum). L'exploitant réalise au fur et à mesure les travaux en fonction de leur complexité de mise en place, des contraintes environnementales ou saisonnières qu'ils présentent sans attendre l'expiration du présent délai.

---

## TITRE 6 - SECURITE – PREVENTION DES RISQUES

---

### Article 6.1 - Prévention des risques

#### Article 6.1.1 - État des stocks et étiquetage des produits

L'état des stocks des produits susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, quantité, emplacement) est constamment tenu à jour. Les contenants portent explicitement la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger définis dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

#### Article 6.1.2 - Zones dangereuses et zonage interne

L'exploitant identifie les zones dangereuses de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (incendie, explosion...) ou présentant un risque particulier pour les personnes (noyade, enlèvement, chutes...).

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan tenu à jour.

Les dangers pour les personnes, notamment l'ensevelissement, les chutes, la noyade... sont explicitement signalés par des panneaux apposés, accompagnés des consignes à observer, aux abords des zones dangereuses et du périmètre clôturé.

L'accès aux zones dangereuses, en particulier les chantiers de découverte ou d'exploitation, les bassins de décantation, les installations de traitement..., est protégé par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent. Les dangers sont signalés.

#### Article 6.1.3 - Distances limites et zones de protection

L'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. Au besoin, les hauteurs de fronts sont diminuées, les largeurs de banquettes augmentées, le fond de fouille réduit..

Les fronts de taille, remblais, verses ou dépôts sont exploités sans créer d'instabilité. Ils ne comportent pas de surplombs, de zones de porte-à-faux ou de caves.

Les bords des excavations ainsi que les installations liées à l'exploitation de la carrière sont tenus à une distance horizontale minimale de 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation.

Cette bande ne fait l'objet d'aucune exploitation. Cette distance prend en compte les retalutages éventuels des fronts de taille supérieurs nécessités par la remise en état du site.

#### Article 6.1.4 - Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, l'exploitant assure la formation de l'ensemble du personnel, y compris des intervenants extérieurs, a minima, sur la connaissance des risques liés au chantier et aux installations ainsi que les consignes.

Elle est adaptée et proportionnée aux enjeux présentés par le site. Cette formation initiale est entretenue.

#### Article 6.1.5 - Consignes

Les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des consignes, des procédures et des instructions, tenues à jour et accessibles à tous les membres concernés des personnels et, au besoin, affichées.

##### Article 6.1.5.1 - Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations qui comportent explicitement les instructions de conduite et les vérifications à effectuer, en conditions normales de

fonctionnement, en phases de démarrage, d'arrêt ou d'entretien ainsi que de modifications ou d'essais. Il définit la périodicité des vérifications lorsque ces dernières ne sont pas fixées par la réglementation.

Dans le cas de conduite d'installations ou de manipulations dangereuses dont le dysfonctionnement pourrait développer des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement, les consignes d'exploitation sont complétées de procédures et/ou d'instructions écrites.

#### **Article 6.1.5.2 - Consignes de sécurité**

Ces consignes indiquent a minima :

- les interdictions de fumer, de brûlage à l'air libre, d'apporter du feu et les obligations de permis d'intervention ou de permis de feu dans les zones dangereuses ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, chantier...) ;
- les mesures à prendre en cas de pollution accidentelle et les conditions de gestion des déchets et des eaux souillées ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

#### **Article 6.1.6 - Permis d'intervention ou Permis de feu – Interdiction de feux**

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (opération sensible sur le carreau, emploi de flamme nue...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention », au besoin d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Ces modalités d'intervention sont établies et les documents sont visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommé désignée et l'éventuel intervenant extérieur.

Avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.

En dehors de ces travaux programmés, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion.

#### **Article 6.1.7 - Surveillance du chantier**

Les zones de travail font l'objet d'une surveillance régulièrement avant la reprise et après la cessation des travaux, et tout particulièrement après les tirs d'abattage, les périodes de gel ou de fortes pluies ou d'un arrêt de travail prolongé.

Les risques d'effondrements donnent lieu à des interventions sans délai. Les fronts de taille sont purgés et rectifiés aussi souvent que nécessaires.

### **Article 6.2 - Infrastructures et installations**

#### **Article 6.2.1 - Aménagements**

Les installations comprenant tant leurs abords que leurs aménagements intérieurs sont conçues de manière à limiter la propagation d'un sinistre, à permettre une intervention rapide et aisée des secours, à éviter tout incident ou perte de temps susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens d'intervention et faciliter l'évacuation du personnel.

#### **Article 6.2.2 - Réseaux, canalisations et équipements**

Les réservoirs, canalisations et équipements satisfont aux dispositions réglementaires imposées au titre de réglementations particulières (équipements sous pression, appareils de levage et de manutention...) et aux normes homologuées au moment de leur construction ou de toute modification notable. Ceux qui ne sont pas réglementés sont construits selon les règles de l'art.

Les matériaux employés pour leur construction sont choisis en fonction de leur utilisation afin d'éviter qu'ils soient sujets à des phénomènes de dégradation accélérée (corrosion, fragilité...).



Ils sont protégés des agressions qu'ils peuvent subir (chocs, vibrations, écrasements, corrosions...) entretenus et contrôlés périodiquement. Les vannes portent leur sens de fermeture de manière indélébile. Il est interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et le premier robinet ou clapet isolant ce réservoir.

Ils sont faciles d'accès et repérés par tout dispositif de signalisation conforme à une norme ou une codification usuelle permettant notamment de les reconnaître (plaques d'inscription, code des couleurs ...). L'ensemble de ces éléments est reporté sur un plan régulièrement mis à jour.

#### **Article 6.2.3 - Installations électriques – mise à la terre**

Les installations électriques et les mises à la terre des équipements métalliques sont conçues, réalisées et entretenues dans le respect de la réglementation en vigueur et le matériel est conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.

Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.

#### **Article 6.3 - Risques géotechniques**

L'exploitant est en mesure de justifier les dispositions de maîtrise et de surveillance des risques géotechniques qu'il a mis en place dans chaque secteur de la carrière exploitée, abandonnée ou en attente.

#### **Article 6.4 - Prévention des pollutions accidentelles**

##### **Article 6.4.1 - Opérations sensibles**

Les seuls produits potentiellement dangereux admis sur la carrière sont les carburants et les fluides d'appoint nécessaires aux opérations de maintenance légère des engins de chantier.

Les opérations susceptibles de conduire à un déversement de liquides dangereux ou polluants dans l'environnement (ravitaillement des engins à pneus, entretien des véhicules, et des équipements – transport, stockage et manipulation de produits dangereux – stationnement des engins en dehors des périodes d'activité – lavage des engins) sont réalisées sur une aire étanche fixe aménagée pour la récupération totale et le traitement des liquides éventuellement épandus et des eaux de ruissellement.

Les ravitaillements des groupes de concassage mobiles et des engins sur chenilles sont effectués au-dessus d'un dispositif étanche amovible (couverture...) permettant de récupérer la totalité des produits susceptibles d'être déversés, résistante aux produits manipulés.

Les transferts de liquides sont réalisés sous le contrôle physique permanent d'un représentant de l'exploitant. Les liquides recueillis peuvent être pompés. Les produits récupérés lors d'une pollution accidentelle sont réutilisés ou éliminés en tant que déchets.

En cas de pollution, les bassins de décantation sont équipés pour stopper le rejet et isoler les ouvrages.

Les engins de la carrière disposent de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale par les hydrocarbures (produits hydrophobes, barrages flottants...).

Tous les engins circulant sur la carrière sont entretenus régulièrement. Toute fuite entraîne l'arrêt et la mise en réparation immédiate du matériel concerné.

##### **Article 6.4.2 - Réservoirs et capacités de rétention**

Tout stockage de liquides, y compris les déchets, susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux d'exhaure et de ruissellement.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts sauf pour les lubrifiants ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 l minimum ou la capacité totale des récipients si elle est inférieure.

Les capacités de rétention sont construites selon les règles de l'art. Elles sont étanches aux produits qu'elles contiennent, résistent à l'action physique et chimique des fluides et sont aménagées pour la récupération des eaux météoriques en cas de stockage en extérieur. Les vannes de remplissage des cuves sont à l'intérieur des cuvettes de rétention. Elles peuvent être contrôlées à tout moment comme leurs éventuels dispositifs d'obturation qui restent maintenus fermés en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité.

L'exploitant veille à ce que les volumes de rétention restent disponibles en permanence, notamment en évacuant les eaux pluviales.

Les opérations de vérification, d'entretien et de vidange des rétentions sont tracées.

Les réservoirs ou récipients ne sont pas enterrés. Les produits incompatibles ne sont pas associés à la même rétention. Ils sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Au besoin, une mesure de niveau haut est alarmé.

## **Article 6.5 - Moyens d'intervention et organisation des secours**

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude des dangers et au présent arrêté.

### **Article 6.5.1 - Moyens d'intervention**

Les engins et installations sont pourvus de moyens d'intervention en nombre suffisant et adaptés aux risques. Ils sont judicieusement répartis, immédiatement disponibles et conservés à proximité de leurs lieux d'utilisation, en dehors des zones dangereuses.

Leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour.

Tous les matériels de sécurité et de secours sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet de vérifications périodiques, au moins une fois par an, par un technicien qualifié dont les modalités et les résultats des contrôles sont enregistrés.

La défense intérieure contre l'incendie est a minima assurée avec les moyens suivants :

- des extincteurs à poudre polyvalents ;
- une réserve d'eau d'une capacité minimale de 120 m<sup>3</sup>, accessible en toutes circonstances aux véhicules de lutte contre l'incendie disposant d'une aire d'aspiration stabilisée d'une surface minimale de 32 m<sup>2</sup> conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951, ou d'une ou plusieurs bornes incendie équivalentes ;
- une signalisation adaptée de ce point d'eau ;
- un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours ;
- l'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que les produits absorbants...

En cas d'incendie, les eaux polluées sont collectées et stockées sur le site en vue de leur élimination.

### **Article 6.5.2 - Équipements individuels de protection**

Sans préjudice des dispositions réglementaires appropriées relatives à la protection et à la santé des travailleurs, des matériels de protection individuelle (casques, protections auditives, gants...) adaptés aux risques présentés par les installations sont utilisés sur le site. Ils sont maintenus en bon état et vérifiés

périodiquement.

## **Article 6.6 - Tirs de mines**

Les prescriptions du présent article s'appliquent sans préjudice des dispositions particulières imposées en application du code de la défense et du décret n° 90-153 relatif à l'autorisation d'utiliser des explosifs dès réception...

Il n'y a aucun stockage permanent d'explosifs sur le site. Les explosifs sont présents uniquement pour les besoins des tirs et évacués le jour même s'ils n'ont pas été utilisés.

Les tirs de mines sont réalisés conformément à la réglementation en vigueur par du personnel formé, qualifié.

### **Article 6.6.1 - Dispositions générales**

Toutes les dispositions sont mises en œuvre afin de limiter les effets induits par les tirs d'abattage en maintenant les vibrations dans des limites acceptables pour l'environnement, en limitant les émissions sonores et en évitant les projections de pierres à l'extérieur de l'emprise de la carrière.

A cet effet, les plans de tirs sont adaptés en fonction de la distance des habitations les plus proches et des voies de circulation ainsi que les caractéristiques propres au gisement intégrant en particulier le retour d'expérience des abattages antérieurs.

Au besoin, après analyses approfondies, des dispositions particulières peuvent être retenues pour l'exploitation de la carrière comme le choix de l'orientation ou de la hauteur des fronts de taille ou pour le procédé d'abattage la réduction des charges instantanées d'explosifs, la diminution des charges unitaires, du maillage et des hauteurs de fronts, le recouvrement des cordeaux détonants, le choix du procédé d'amorçage...

### **Article 6.6.2 - Préparation des tirs de mines**

L'exploitant définit un plan de tir en prenant en compte l'ensemble des gênes et des nuisances susceptibles d'être induites et assure la sécurité du public pendant les tirs. Le retour d'expérience des tirs précédents est exploité.

Le positionnement des trous de mines sur le front de taille est étudié et réalisé de façon à obtenir une utilisation optimale des explosifs.

Un contrôle systématique de la qualité de la foration est assuré avant le chargement des explosifs par des moyens appropriés permettant de repérer de façon précise la position des trous de mine par rapport au front de taille (angle de foration, épaisseur du front à abattre...). La charge d'explosifs introduite dans les trous de mines est adaptée en fonction de l'épaisseur réelle du massif à abattre.

Des contrôles sont opérés pour réduire les risques de projections (orientation des fronts, état des fronts, structure des roches

Lorsque c'est possible (fronts de 15 mètres), les tirs sont réalisés avec la technique des charges fractionnées par amorçage avec micro-retard ou tout autre dispositif reconnu équivalent. Les explosifs sont utilisés dès leur réception sous couvert d'une autorisation spécifique de la préfecture. Les tirs sont réalisés préférentiellement les lundi et mercredi.

Les incidents de tirs (projections extérieures au périmètre de la carrière, incidents...) sont portés à la connaissance de l'inspection des installations classées sans délai et d'un retour d'expérience immédiatement exploité.

### **Article 6.6.3 - Périmètre de sécurité – Informations préalables aux tirs de mines**

Les tirs d'abattage sont réalisés en période diurne, aux jours ouvrables (sauf les samedis) et aux horaires convenus avec les municipalités concernées. L'exploitant met en place un système d'information des riverains relatif à la date et l'heure du déclenchement du tir (affichage sur panneaux communaux, ...). De plus, sur demande, les riverains peuvent être prévenus des tirs de mines par tout moyen adapté (appel téléphonique, information disponible à la mairie, messagerie électronique...). L'information aux riverains est réalisée dans un délai en accord avec le mode de communication choisi.

Les riverains et les municipalités concernés sont informés des consignes qui précèdent les tirs d'abattage.

L'exploitant définit le périmètre de sécurité lié aux tirs et prend les dispositions nécessaires pour faire évacuer, garder le périmètre dangereux et éviter les projections.

Avant la réalisation d'un tir, la zone d'extraction est fermée, l'exploitant réalise un contrôle visuel des terrains limitrophes de la zone de tir, s'assure de leur évacuation et de la maîtrise du périmètre dangereux. Pendant toute la séquence de tir, la zone consignée est physiquement surveillée. La séquence de tir est conduite sous le contrôle du chef mineur.

#### **Article 6.6.4 - Reprise de l'activité**

Avant la reprise du chantier et la libération des zones consignées, l'exploitant procède à une ronde visant notamment à s'assurer de l'emploi de la totalité des explosifs engagés pendant la séquence de tir.

La fin de la séquence de tirs est spécifiée par un signal sonore prolongé.

Les fronts sont purgés avant la reprise des travaux.

#### **Article 6.6.5 - Surveillance et suivi des tirs de mines**

##### *Article 6.6.5.1 - Valeurs limites des vibrations*

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures aux valeurs limites ci-après mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

<b>Bande de fréquence en Hz</b>	1	5	30	80
<b>Pondération du signal</b>	5	1	1	3/8
<b>Vitesses particulières</b>	2	10	10	26,7

Les constructions avoisinantes sont les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments. Le respect de la valeur limite est également assuré dans les constructions existantes à la date de cet arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date du présent arrêté.

La méthode de mesure des vibrations est celle prévue par la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Cependant, les points de mesure pour le contrôle de la valeur limite seront solidaires d'un élément porteur de la structure situé le plus près possible des fondations.

##### *Article 6.6.5.2 - Surveillance des vibrations*

Chaque tir de mines en grande masse donne lieu à la mesure des vibrations émises au moyen d'au moins d'un analyseur équipé d'un dispositif d'enregistrement qui permet de mesurer les vitesses particulières selon les trois axes en amplitude et en fréquence ainsi que la mesure de la pression acoustique en dB ou en Pa. Le point de mesure à l'Est est complété d'un point supplémentaire de mesure (chez un habitant le désirant).

Il est positionné en priorité au plus près des habitations de tiers, sous réserve de l'accord des propriétaires. A défaut, l'exploitant choisit un endroit représentatif et aménagé pour ce contrôle.

#### **Article 6.6.6 - Particularités liées à la ligne de chemin de fer (NANTES/BORDEAUX)**

L'exploitant prête une attention particulière à la voie de chemin de fer et à son éventuelle circulation lors des tirs de mines dans la limite des informations dont il peut disposer auprès de la société Réseau Ferré de France ou de la Société Nationale des Chemins de Fer Français.

## TITRE 7 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

### Article 7.1 - Autres codes

En aucun cas, ni à aucune époque, ces conditions ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du code du travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

### Article 7.2 - Droits des tiers

L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est accordée sous réserve du droit des tiers. Elle ne dispense nullement des formalités relatives au permis de construire et cessera de produire effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans ou s'il n'est pas exploité durant deux années consécutives.

### Article 7.3 - Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du titre 1er du livre V du Code de l'environnement.

### Article 7.4 - Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de BOUFFERE et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché en mairies de VIEILLEVIGNE (44), LES BROUZILS, LA GUYONNIERE, MONTAIGU, SAINT GEORGES DE MONTAIGU et SAINT HILAIRE DE LOULAY pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins des maires concernés et envoyé à la préfecture de la Vendée.

Une copie de cet arrêté sera transmise aux conseils municipaux des communes précitées.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

### Article 7.5 - Diffusion

Deux copies du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans de l'établissement seront remis à la société qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence de façon visible, dans l'établissement par les soins de ce dernier.

### Article 7.6 - Pour application

Le secrétaire général de la préfecture de Vendée, le maire de Boufféré, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



fait à La Roche sur Yon, le 12 DEC. 2013  
Le préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général  
de la Préfecture de la Vendée  
Jean-Michel JUMÉZ

Arrêté n°13-DRCTAJ/1-n° 844

autorisant la société de Travaux Publics et Carrières GOURRAUD à poursuivre l'exploitation de la carrière de Bellevue qu'elle exploite sur le territoire de la commune de BOUFFERE